

LES SACRIFICES NÉCESSAIRES

Heureusement que les contribuables n'ont pas tous des maladies de cœur, sinon ils auraient été durement éprouvés ces temps derniers en essayant de déchiffrer — ou plutôt de chiffrer — chaque jour la part de sacrifices à consentir, lors de l'adoption, plus ou moins reculée, des diverses propositions budgétaires.

En fait, la chute du ministère ne résoud pas la question, et de nouvelles angoisses sont à prévoir quand apparaîtront de nouvelles propositions. Il n'est que trop certain que, pour équilibrer le budget, des sacrifices sont nécessaires et il n'est pas un Français intelligent qui ne consente à s'y soumettre, devant la nécessité primordiale de stabiliser la valeur du franc. A quoi servirait, en effet, de conserver fortune ou traitement si l'argent baissait de valeur, si la monnaie n'avait plus le même pouvoir d'achat?

Cependant, le besoin de justice est si grand chez nous, que l'on ne comprendrait pas que les uns paient pour les autres et que tous ne subissent pas également des sacrifices équivalents.

Que les traitements et les salaires diminuent, les intéressés eux-mêmes le comprendront si, parallèlement, et au même moment, le prix de la vie baissait. Il est impossible de dire à un petit bourgeois ou à un ouvrier qui a à peine de quoi vivre : « Les salaires vont baisser et les impôts augmenter — mais le loyer et la nourriture resteront aussi élevés ». Il est indispensable que tout contribuable constate, en même temps que les mesures qui le frappent, une baisse correspondante des objets de première nécessité : charbon, pain, lait, œufs, beurre, etc.

Des commissions ont trop souvent été créées pour « apaiser » les esprits : ce qu'il faut aux contribuables, ce sont des réali-

tés tangibles : le charbon de cuisine au prix international (environ 200 fr. la tonne); le pain à 1 fr., comme en Belgique; le beurre à 7 ou 8 fr., comme avant les contingentements; les œufs à 0 fr. 40 ou 0 fr. 50; les fruits à moitié prix. Quant aux intermédiaires qui nous obligent à payer à des prix invraisemblables la viande, le poisson et les légumes, qu'attend-on pour les mettre au pas?

Nous aurons l'occasion de revenir un jour sur la politique de contingentement qui oblige les consommateurs français à se priver de fruits tant ceux-ci sont devenus chers. « Nous cédon 10 fr. à la Belgique ce que nous vendons 40 fr. à la France », nous déclarait l'autre jour une haute personnalité espagnole avec laquelle nous nous entretenions de la question et il ajoutait « bien entendu c'est la France qui nous y oblige! » Déjà pour le beurre nous savions que l'Allemagne le payait à la Hollande moitié moins cher que nous à seule fin de satisfaire notre politique protectionniste exagérée.

Ne pensez-vous pas, Mesdames, qu'il serait grand temps que nous votions pour avoir le droit d'intervenir directement dans les affaires publiques non seulement comme contribuables, mais comme ménagères? C'est très joli de nous cantonner toujours dans notre rôle de « reine du foyer » — mais comment faire vivre notre royaume, si le budget nous échappe?

Essayons pourtant, aujourd'hui, avec notre seule force de persuasion, de faire admettre notre point de vue à l'opinion publique et aux parlementaires, afin que les sacrifices fiscaux exigés soient compensés par des mesures immédiates pour faire baisser proportionnellement le coût de la vie.

C. Brunshvicg

1933-28-10

n° 1082